

31 mars 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la Grèce et la Zone euro, le nucléaire iranien, la politique gouvernementale et sur la coopération européenne en matière de satellites et de drones d'observation, à Berlin le 31 mars 2015.

Question journaliste français a/s Grèce / réformes suffisantes ? / rapprochement Athènes Moscou

P.R. : Oui, il y a une discussion qui est engagée déjà depuis plusieurs semaines, qui s'est accélérée ces derniers jours, j'ai cru comprendre que le Premier ministre Tsipras était venu à Berlin et qu'il y était resté quelque temps, voire même quelques heures, et moi-même je l'ai régulièrement au téléphone pour que nous puissions faire en sorte que les réformes qui sont attendues, et qui sont celles de son gouvernement, puissent permettre d'avoir le respect des engagements qui a été posé pour le déblocage des fonds. Donc le travail doit être encore mené ces prochains jours, et c'est en Europe qu'il est mené. Je pense que la Grèce sait bien que c'est dans l'Europe que se situe son destin, et d'ailleurs c'est parce qu'elle veut rester dans la zone euro qu'elle continue ce processus et qu'elle veut trouver son dénouement. Pour le reste, comme l'a dit la chancelière, des pays européens peuvent aller à Moscou sans que cela pose problème à l'Europe, et je sais aussi qu'il n'y a pas d'autre solution pour la Grèce que d'être partie prenante de la vie européenne.

Question journaliste allemand a/s 1/perspective d'un accord proche avec la Grèce, 2/ implications d'un éventuel succès des négociations sur le nucléaire iranien pour les autres conflits de la région

P.R. : Sur la Grèce : le plus tôt sera le mieux, je l'avais dit il y a quelques jours, on a déjà perdu trop de temps, donc il faut essayer de le rattraper parce que c'est un enjeu pour la Grèce, un enjeu pour la zone euro, et les discussions qui se sont engagées après notre réunion en marge du Conseil européen doivent permettre d'aboutir, mais faut-il encore qu'il y ait toutes les réformes qui soient présentées et avoir ensuite les réunions des institutions qui permettent le déblocage des fonds. Donc, travaillons, c'est le seul mot que je peux utiliser.

Sur l'Iran : la France veut un accord, mais un bon accord, comme l'a dit Angela, pas un accord parce qu'il faudrait en trouver un, ce serait le pire, on ne va pas non plus bloquer si on pense que l'Iran est de bonne foi et qu'il renonce à l'arme nucléaire, il s'agira de le vérifier. Donc nous sommes, en ce moment même, dans la négociation, les ministres des Affaires étrangères sont autour de la table, et la seule instruction que j'ai donnée, c'est celle-là : s'assurer que l'Iran renonce à l'arme nucléaire et que nous puissions le vérifier à toutes les étapes. Et j'ai demandé également qu'il n'y ait pas de lien qui soit fait avec d'autres situations dans la région. Il n'y a pas de condition autre que celle du renoncement à l'arme nucléaire. Une fois qu'il y aura cet accord, s'il vient, alors oui, on attendra de l'Iran qu'il participe au règlement des conflits dans lequel il n'est pas étranger.

Question journaliste français a/s résultat départementales : possible de ne pas changer de politique ? + question à la chancelière sur montée FN et crainte d'un changement de cap économique en France

P.R. : Ce n'est pas ici, à Berlin, que je vais commenter le résultat des élections qui ont lieu en France pour les départements. Le cap, il a été fixé et il sera tenu. Ensuite, il y a des expressions qui sont entendues à travers tous les scrutins, à chaque fois qu'ils se tiennent, même si ce sont des scrutins locaux, et le gouvernement et Manuel Valls a déjà donné un certain nombre d'éléments y apportera les réponses espérées, mais en même temps, dans la cohérence par rapport à ce que nous avons engagé et qui commence à porter ses fruits. Ensuite, il y a ce qui nous avons à faire pour lutter contre le populisme et l'extrémisme, qui n'est pas un problème simplement en France, c'est un problème européen et nous devons donner de l'espoir, espoir en Europe, espoir dans chacun de nos pays, et confiance, et cette mobilisation est absolument indispensable. Chaque pays n'y répondra pas seul, et si l'Europe doit toujours être un projet, c'est parce que c'est aussi une réponse aux crispations nationales, aux séparatismes, aux volontés de repli. Nous avons une responsabilité commune. La mienne, c'est de faire en sorte que la France réussisse, qu'elle puisse avancer à la fois dans la justice sociale et dans le progrès, c'est-à-dire la capacité pour les entreprises à créer des emplois. Mes deux priorités, c'est le soutien à l'investissement, et la justice sociale en favorisant le travail. Et puis, il y a une responsabilité européenne qui est d'offrir une perspective, de montrer que nous sommes un continent qui a de l'avenir, à travers, on l'a évoqué, le numérique, à travers les nouvelles technologies, la culture, la démocratie, la sécurité, que l'Europe protège, et qu'elle n'affaiblit pas : elle renforce.

Question journaliste allemand a/s drones et satellites / PSDCP.R. : C'est une décision très importante que nous avons prise aujourd'hui, d'avoir une coopération en matière de satellites et de drones d'observation. C'est très important car cela traduit la même exigence d'observation, de surveillance, de sécurité et ça vaut pour nous, mais nous pourrions éventuellement mettre ces outils à disposition d'autres pays. C'est une coopération très importante car c'est ensemble que nous allons pouvoir lancer ces satellites, le premier en 2018, et c'est ensemble, avec l'Italie, que nous allons faire ce drone pour être indépendants, sur la fabrication et sur l'utilisation des images. De plus en plus, les images, c'est un pouvoir : qui détient les images, qui connaît la situation, peut agir. Ne pas être tributaire des images des autres, mais des nôtres, des Européens, c'est très important pour faire en sorte que nous prenions les bonnes décisions, que nous fassions les bons choix et que nous puissions nous déterminer librement. Donc c'est une belle coopération industrielle, politique, une belle coopération pour notre indépendance. Merci.